

LA GEOPOLITIQUE et ses DERIVES

lundi 22 mai 2017, par [PELLETIER](#)

[Voir aussi : Géopolitique et Gééconomie](#)

La géopolitique est l'exemple même, par son intitulé apparemment anodin et diablement séduisant, du traitement ambigu d'une question redoutable : poser le rapport entre la politique et la géographie, entre une action et une science (ou un savoir, la géopolitique dans ses origines prétendant être une science). Les débats à ce sujet ne sont pas épuisés, mais on peut dégager un consensus considérant que l'objet de la géopolitique est double : premièrement, analyser une situation politique dans son espace (approche heuristique de découverte du monde), deuxièmement la mettre au service de quelque chose ou de quelqu'un (approche utilitariste). Mais, à partir de là, les chemins divergent sur plusieurs points, et nettement.

D'une part, quels sont ou quels peuvent être les rapports de causalité entre politique et espace ? Le risque est en effet grand d'attribuer à un facteur physique tel ou tel rôle déterminant : Napoléon affirme, par exemple, que la politique de l'Angleterre s'explique par son insularité — ce qui n'est pas faux, mais pas entièrement vrai puisque d'autres facteurs interviennent. Le danger est non moins important de postuler des « frontières naturelles » qu'un État serait supposé rechercher ou respecter. D'autre part, au service de qui met-on ce supposé savoir : les gouvernements, tous les gouvernements ? Les citoyens, quels citoyens ? Et comment, pourquoi faire ?

Une première vision gladiatrice de la géopolitique

De fait, lors de sa création au début du XXe siècle, la géopolitique (die Geopolitik) emprunte des voies contestables. Les penseurs germaniques (allemands, suédois...) qui en sont à l'origine commettent ainsi plusieurs mésinterprétations dont certaines ressurgissent régulièrement. D'emblée, ils se placent dans le sillage du social-darwinisme estimant que les lois de la société ne feraient que refléter les lois de la nature dans toute leur brutalité — lutte pour la vie (struggle for life), concurrence entre espèces, concurrence à l'intérieur d'une même espèce, et ils tentent d'appliquer ce raisonnement à l'espace et aux territoires. Ils négligent au passage un autre aspect de la pensée évolutionniste de Darwin et de certains de ses disciples comme Romanes ou de ses collègues comme Kessler qui estiment que les lois de l'évolution comprennent également l'entraide, aspect sur lequel insisteront des géographes comme Élisée Reclus (1830-1905) ou Pierre Kropotkine (1842-1921).

Le social-darwinisme, qui propose une vision gladiatrice de la nature et de la société (malheur aux plus faibles, légitimation de la domination des plus forts, glissements raciales), est alors vigoureusement propagé dans le monde germanique par un savant prussien très influent à l'époque, Ernst Haeckel (1834-1919), qui n'est autre que le fondateur de l'écologie (scientifique) en 1866, et par ses nombreux disciples. Parmi eux se trouve Friedrich Ratzel (1844-1904) qui, dès sa Géographie politique (Politische Geographie, 1897) jetant les bases de la future Geopolitik, considère que l'État est une sorte d'organisme naturel et que ses manifestations sont comparables à une espèce vivante. Selon ses propres mots, « l'État subit les mêmes influences que toute vie. Les bases de l'extension des hommes sur la terre déterminent l'extension de leurs États. [...] Les frontières ne sont pas à concevoir autrement que comme l'expression d'un mouvement organique et inorganique » (1897).

À partir de là, il élabore le concept de Lebensraum (« espace vital », 1901) qui est à la sociologie ou la géographie humaine ce que l'éthologie est à la zoologie ou à la botanique. En gros et poussé à un extrême, le comportement politique des êtres humains pourrait être comparable à celui de rats de laboratoire ou d'une meute de signe se disputant un territoire. On retrouve de nos jours cette approche dans de nombreux documentaires animaliers qui ne manque pas de propager encore de nos jours subrepticement et sans recul critique. Certains partisans de la sociobiologie comme Edward O. Wilson, qui se réclame de surcroît de l'écologie, se situent également sur ce terrain-là où, disent-ils, « les gènes tiennent la culture en laisse ».

Les fondateurs de la Geopolitik (Rudolf Kjellén qui invente le terme en 1916, Karl Haushofer...), qui succèdent à Ratzel et qui reprennent le concept de Lebensraum, confondent, comme lui, l'État et la société. Cette vision est conforme au courant dominant de la philosophie allemande qui récuse toute idée de société civile indépendante de la domination politique, quelles que soient les formes de celle-ci. Le social-darwinisme débouche assez rapidement, dès la fin du XIXe siècle, sur une techno-politique qui cherche à appliquer ses conceptions en tant que gestion de la société, comme l'eugénisme et la ségrégation sociale ou raciale. N'oublions pas que le biologiste, et par ailleurs général, sud-africain Jan-Christiaan Smuts (1870-1950), disciple de Haeckel et inventeur du holisme (1926) qui prolonge le monisme prôné par Haeckel où sont confondus l'inerte et le vivant, est l'un des concepteurs de l'apartheid. Cette techno-politique pourrait être qualifiée de biopolitique, mais ce concept est ambigu et son auteur, le philosophe Michel Foucault, lui attribua d'autres significations.

Dans la foulée, la géopolitique propose une technologie de gestion spatiale de maîtrise et d'expansion territoriales. On comprend que les dirigeants nationaux-socialistes allemands s'en emparent avec avidité sur deux plans : d'une part avec la théorie des places centrales modélisée par Walter Christaller (1893-1969), membre du parti nazi, qui tente de l'appliquer à la réorganisation spatiale de la Silésie et de la Pologne vidées de leur population juive par génocide, d'autre part avec les conquêtes guerrières.

Sur ce second point, un fossé se creuse entre certains géopoliticiens et les dirigeants nazis. Karl Haushofer (1869-1946), directeur de la Zeitschrift für Geopolitik (Cahiers de géopolitique), très proche des nazis bien que n'ayant jamais eu sa carte au parti (il est ami de Rudolf Hess, numéro deux du régime), par exemple, s'oppose à la décision de Hitler d'envahir l'Union soviétique. Car, selon lui, le Lebensraum allemand, concept qui émaille le Mein Kampf du Führer, ne peut pas s'étendre jusqu'au Heartland de l'Eurasie.

L'élaboration de la géopolitique hors du monde germanique

La naissance de la Geopolitik dans le monde germanique s'explique largement par le contexte d'une unification allemande, à la fois tardive et complexe (débats entre partisans d'une grande ou d'une petite Allemagne, les premiers finissant par l'emporter alors que Bismarck, par exemple, est favorable aux seconds). En revanche, la formation de l'État-nation s'est effectuée depuis plus longtemps en France, au Royaume-Uni ou en Espagne, et ces États disposent en outre de colonies outremer que lui envie l'État allemand.

Les auteurs anglais et américains qui s'inspirent de la géopolitique prennent leur distance avec le social-darwinisme véhiculé par l'école allemande. Ils se placent dans un cadre idéologico-politique libéral, tout en se montrant partisans, comme leurs homologues allemands, de la politique spatiale de leurs propres États : autrement dit, de leur impérialisme respectif mais sans, chez les Américains, l'aspect du colonialisme d'obédience européenne.

Contrairement à la Geopolitik qui valorise les racines territoriales d'un peuple vu comme une alliance « du sang et du sol » (Blut und Boden, le slogan nazi), ils insistent sur les nouvelles techniques militaires, en particulier l'aviation et les porte-avions, et, par conséquent, sur la maîtrise des sites et des lieux qui leur sont propices. L'amiral Alfred Thayer Mahan (1840-1914), amiral de la flotte états-unienne met ainsi en avant l'importance maritime. C'est un conseiller influent auprès du président Theodore Roosevelt. Le politologue Nicholas John Spykman (1893-1943), le père de la stratégie américaine du containment, renchérit en valorisant le Rimland océanique et terrestre par rapport au Heartland du Britannique Mackinder. Le géographe de Harvard, Isaiah Bowman (1878-1950), nommé spécialiste territorial en chef de la Conférence de la paix après 1918, aux côtés d'autres géographes (Emmanuel de Martonne, Alan Ogilvie, Marinelli...), estime dangereux de se baser sur des critères ethniques, qui sont spatialement mouvants, pour tracer les nouvelles frontières de l'Europe, et lui préfère des éléments orographiques ou économiques.

Malgré quelques auteurs qui tentent d'y plaquer l'école allemande, la géopolitique ne rencontre guère de succès dans le Japon d'avant 1945. En effet, ses postulats déterministes aux allures faussement positivistes ne conviennent pas à l'idéologie dominante mettant l'accent sur l'empereur et la volonté du peuple qui s'y incarnerait. Certes l'ancien concept de kokutai, que l'on peut traduire par « corps-État », est promu par le pouvoir tennô-militariste (tennô = empereur japonais), et recèle une dimension biologique et organique qui pourrait correspondre à la Geopolitik. Mais les implications racistes et racialistes de celle-ci ne conviennent pas à un système de pensée et à un régime qui souhaitent unir les peuples asiatiques contre l'Occident, même si le fait de placer l'État japonais à sa tête lui donne un rôle impérialiste.

Les géopolitologues dits de l'École de Kyôto, influencée par l'école allemande, n'obtiennent donc pas gain de cause. Le géographe Imoto Nobuyuki (1895-1989), qui est pourtant secrétaire général de la Société japonaise de Géopolitique fondée en 1942, et son collègue Watanabe Akira (1904-1984) critiquent même la Geopolitik en la jugeant « intuitive plus qu'analytique » et peu « cohérente » du point de vue scientifique.

Parallèlement, les géographes français de la première moitié du XXe siècle se montrent réfractaires à la géopolitique pour plusieurs raisons. Sa coloration germanique, à une époque où les cicatrices de la Première guerre mondiale ne sont pas encore refermées entre les deux pays voisins, et les ambitions expansionnistes nazies de plus en plus évidentes ne leur plaisent pas. Sur le fond théorique, les implications trop fortement déterministes ne conviennent pas à une géographie vidalienne qui, certes, n'est pas exempte de tendances naturalisantes, mais qui se place dans le cadre idéologique républicain où, conformément à la sentence de l'historien Renan, la nation est un choix, un plébiscite de tous les jours, une réalisation historique et non pas un donné géographique. Surtout, la géographie comme ingénierie spatiale dispose, en France, de deux autres champs d'action que n'a pas l'Allemagne.

Le premier champ concerne les colonies où sont instaurées des politiques d'aménagement du territoire qui seront ultérieurement, en cas de succès, adoptées en métropole, comme l'urbanisme ou les parcs nationaux (le premier Parc national en France n'est pas celui de la Vanoise créé en 1963, mais celui de la Durdjura en Algérie créé en 1923). La géographie vidalienne tente, dans un second champ, de donner une assise scientifique au régionalisme de la Fédération régionaliste de France. À cette fédération fondée en 1900 qui recoupe plusieurs courants politiques plutôt girondins, adhèrent trois géographes renommés (Vidal de la Blache, Jean Brunhes, Pierre Foncin). Son principal animateur, Jean Charles-Brun (1870-1946) soutiendra le régime de Pétain, tandis que la plupart des mouvements régionalistes (breton, corse, alsacien...) pencheront vers le fascisme ou même le nazisme comme l'a montré l'historien Francis Arzalier.

Cela ne signifie donc pas que les géographes français se désintéressent du rapport entre politique et géographie. S'ils dédaignent le terme de géopolitique, ils n'en partagent pas moins la chose, comme Camille Vallaux (1870-1945). Certains adoptent quand même le mot, comme Jacques Ancel (1879-1943). D'autres jettent les bases de la géographie électorale, comme André Siegfried (1875-1959).

La géopolitique n'est pas l'étude spatialisée des relations internationales

En répudiant, à partir des années 1970, le terme de géopolitique du fait de ses tendances déterministes et de ses accointances nazies pour lui préférer l'expression de « géographie politique », Roger Brunet se fait assez paradoxalement le continuateur de cette géographie vidalienne dont il conteste par ailleurs certaines des bases. Yves Lacoste opère le choix inverse en réhabilitant le terme de géopolitique via la revue qu'il lance en 1976, Hérodote. À la différence des géopoliticiens allemands précédents, toutefois, il n'écarte pas la rivalité entre classes sociales sous-tendant les questions territoriales, même si cet aspect s'édulcore à mesure que la revue Hérodote rentre dans le rang institutionnel et normatif. Il n'occulte pas non plus la question des pouvoirs sous-jacents aux enjeux. L'un des apports d'Hérodote consiste justement à présenter et à analyser les discours véhiculés par ces enjeux aux allures ou aux prétentions scientifiques.

Le renouveau incarné par Hérodote, que l'on constate aussi dans les pays anglophones, aboutit à une banalisation du terme de géopolitique qui est désormais mis à toutes les sauces, notamment par les médias, à travers une approche édulcorée considérant la géopolitique comme une sorte d'étude spatialisée des relations internationales. Or il s'agit bien d'autre chose : de l'interrelation du géographique et du politique, dans les deux sens.

Selon cette conception, le géographique regroupe à la fois les faits inscrits (l'écriture de la terre, geo-graphia), la lecture et les discours promus à ce sujet (métagéographie), tandis que le politique n'est pas seulement l'affaire des États mais concerne aussi l'ensemble des individus et de la société dans leurs différentes composantes (syndicats, associations, clubs, familles...).

Une telle approche permet de ne pas négliger la relation qui existe entre les éléments physiques (telluriques, climatiques, biogéographiques, topographiques...), la politique et l'aménagement du territoire sous prétexte d'éviter toute dérive déterministe. Il ne s'agit donc pas de considérer l'espace comme un simple théâtre où la géostratégie, comme la conçoit Raymond Aron (1902-1983), se déploierait tandis que la géographie politique et la

géopolitique considéreraient l'espace respectivement comme cadre et comme enjeu.

La principale lacune, ou la différence d'approche si l'on veut, de la politologie et de l'étude classique des relations internationales consiste à privilégier les jeux politiques, pour ne pas dire politiques, en leur attribuant un caractère surdéterminant, quitte à valoriser les discours convenus sur la « volonté politique », alors que des tendances plus profondes relevant de la « force des choses » géographiques ou spatialisées peuvent aussi jouer sinon s'imposer. C'est sur ce fragile équilibre que peut se situer une géopolitique bien comprise.

Mais comme toute science et tous savants ne sont pas indépendants du contexte dans lequel ils évoluent, la géopolitique n'échappe pas à certaines tendances actuelles. L'une des plus pernicieuses, car parée de vertueuses intentions (« sauver la planète », « défendre la biodiversité », « protéger l'environnement »...), relève de l'écologie (scientifique) et de son corollaire plus ou moins fidèle, l'écologisme, autrement dit l'écologie politique. Rappelons que cette expression problématique d'« écologie politique » — problématique car une science fait-elle une politique, est-elle même une politique ? — a été forgée par Bertrand de Jouvenel (1903-1987) en 1957, journaliste et essayiste qui fut successivement membre du Parti radical (1925-34), du Parti populaire français de Jacques Doriot (1936-38), de la Société du Mont Pèlerin, néo-libérale, avec Friedrich Hayek et Jacques Rueff (1947) puis du Club de Rome (1968). On assiste en effet, sous couvert de facteurs écologiques, à un retour en force du déterminisme géo-naturaliste d'autant plus puissant et pernicieux qu'il n'est pas reconnu en tant que tel.

La dérive pastafariste

Prenons l'exemple d'un récent article sur la sécheresse en Syrie publié par le quotidien Le Monde. Le journaliste, qui tient une chronique sur les questions environnementales dans ce journal, y corréle en effet « les zones identifiées en 2008 comme étant les plus sensibles au réchauffement [climatique] — de la Mésopotamie au Levant en passant par le Yémen, le Sahel et l'Afrique du Nord » avec le fait qu'elles « ont basculé sept ans plus tard dans l'instabilité ou le chaos, chaos dont les attentats de Paris sont le monstrueux rejeton » [1].

Le journaliste évoque ainsi une « sécheresse jamais vue depuis le début des relevés météorologiques » en Syrie de 2007 à 2010. Il ajoute qu'en 2009, « plus de 3 000 agriculteurs désertent le nord-est du pays faute de poursuivre leur activité ». Il ne semble pas y avoir d'autres solutions pour eux. Au-delà de la seule sécheresse, l'eau de l'Euphrate, fleuve pérenne et abondant, n'arriverait-elle donc plus jusqu'aux canaux d'irrigation ? Elle serait retenue en amont par l'État turc ? L'article ne le dit pas...

Une première recherche, assez rapide, montre que deux personnages syriens mettent en avant cette sécheresse de 2008 comme étant la cause principale de la crise mésopotamienne. Mais qui sont-ils précisément ? L'un est un chercheur rattaché au ministère syrien de l'Agriculture, Haitham al-Ashkar, qui constate un recul de la production syrienne de blé, mais qui n'entend toutefois pas développer l'irrigation pour pallier ce problème. L'autre est Samir Safadi, président de la Syrian Environment Organization, « la première ONG syrienne de protection de l'environnement », qui affirme que « la sécheresse et une conséquence du réchauffement climatique » (IRIN, 1er juillet 2008).

Une seconde recherche, tout aussi rapide, nous apprend que cette ONG basée à Damas « travaille avec le gouvernement [syrien] pour créer une prise de conscience publique à propos des ressources naturelles », selon l'extrait de sa page Appropedia. Un tel propos laisse dubitatif quant à l'adjectif « non gouvernemental ». Serait-ce insolent de penser que le régime d'Assad argue d'une sécheresse et du global warming pour manipuler l'opinion internationale ? En revanche, une chercheuse de l'Institut français du Proche-Orient, Myriam Ababsa, estime, après un travail approfondi, que la crise agricole des années 2001-2008 en Syrie « s'explique par la promulgation d'une nouvelle loi des relations agraires qui met un terme aux contrats de métayages ainsi que par un long épisode de sécheresse depuis 2007, qui a entraîné une crise humanitaire ». (Maghreb-Machrek, 2013, 1-215) Autrement dit, il y a au moins deux facteurs conjugués dans la crise, et le facteur climatique n'est peut-être pas le plus déterminant...

Pour justifier son propos, le chroniqueur du Monde s'appuie sur un article de Francesca de Châtel publié en janvier 2014 dans la revue Middle Eastern Studies. Or, en consultant le résumé de cet article, on constate avec surprise que la journaliste, devenue chercheuse à l'université de Nimègue, affirme exactement le contraire : « La crise humanitaire de la fin des années 2000 est largement antérieure à la période de sécheresse. Se focaliser sur les facteurs externes comme la sécheresse et le changement climatique dans le contexte du soulèvement syrien est contre-productif en ce qu'il détourne l'attention des motifs politiques et économiques plus fondamentaux qui se trouvent derrière les protestations, et en ce qu'il évacue la responsabilité du gouvernement syrien ». CQFD.

En somme, le chroniqueur de cet important quotidien du soir français fait dire à sa source l'inverse de ce que celle-ci démontre. Quant à sa phrase « bien sûr, les déterminants environnementaux n'invalident nullement les autres — religieux politiques, ethniques, etc. —, habituellement mis en avant » à propos du conflit syrien, elle ressort non seulement d'une rhétorique convenue et passe-partout, mais elle se trouve surtout en contradiction avec son propos général. Au cours des « sept ans plus tard » pendant lesquels la Mésopotamie est passée de la sécheresse au « chaos », on ignore également si les précipitations ne seraient pas revenues... L'article étant intitulé « Climat d'insécurité » dans une veine écolo-catastrophiste très main stream, on est en droit de se poser un certain nombre de questions sur tout ce qui tourne alors autour de la COP 21, et qui constitue l'axe du reste du texte. C'est plutôt de l'insécurité analytique qui est ainsi générée.

Ce genre de raisonnement relève du « pastafarisme » comme l'appelle Bobby Henderson, ou « religion de la corrélation ». Ce physicien américain en a fondé un culte parodique en 2005, en réaction à la décision du comité d'éducation du Kansas d'accorder autant de temps d'enseignement au « dessin intelligent » qu'à la théorie de l'évolution. Selon les pastafariens, qui pensent que le monde a été créé en une journée par un monstre en spaghetti volant, puisque la température planétaire augmente alors que la population mondiale de pirates diminue, il existe une corrélation négative entre les deux. Pour rétablir une corrélation positive, et donc réduire le réchauffement climatique, il faut encourager la piraterie. C'est pourquoi les pastafariens s'habillent en pirates.

Autrement dit, selon l'argument pastafariste, si un événement A est corrélé à un événement B, alors A est la cause de B. C'est évidemment faux car une corrélation peut relever de la coïncidence, alors que la science a pour objectif de mettre au jour l'ensemble de tous les facteurs pour établir des liens solides de causalité. On aura compris l'inanité du syllogisme pastafarien, mais celui-ci a la vie dure. Il se traduit notamment par le « déterminisme géographique » que l'on croyait pourtant disparu.

Autrefois, certains manuels expliquaient ainsi la répartition de l'habitat rural en fonction de la ressource en eau. Selon un raisonnement pastafariste, l'abondance de sources entraînait une dispersion, de l'habitat, leur rareté une dispersion. Mais il ne manquait pas d'exemples pour le contrecarrer. En France,

par exemple, les Causses, particulièrement secs, sont caractérisés par un habitat groupé, tandis que la Woëvre lorraine ruisselante d'eau a un habitat groupé — l'un des facteurs explicatifs relève en fait de la structure foncière.

Les générations anciennes apprenaient ou croyaient également que s'il y avait peu d'industries en Afrique, c'est parce que le climat y était très chaud et que les habitants (des Noirs...) étaient peu enclins à travailler. Par conséquent, les Noirs étaient fondamentalement paresseux ou inaptes au labeur industriel, sinon au labeur tout court. On connaît cependant l'illustration de ce syllogisme raciste avec les esclaves noirs suant sang et eau dans les plantations de coton américaines...

Lacunes et oublis de la géopolitique

À partir des années 1950, le progrès des sciences humaines et sociales ont fait un sort, au moins en géographie, à ce déterminisme que le géographe contemporain Augustin Berque appelle « crasse ». L'entreprise de clarification est probablement allée trop loin puisque certains géographes tendent à faire désormais l'économie sinon l'impasse sur les conditions naturelles. Certains urbanistes se moquent même de savoir si la ville qu'ils étudient et qu'ils cherchent à aménager est située au bord d'un fleuve ou non, en confluence ou en zone inondable...

Il ne s'agit pas de nier l'existence de déterminismes de toute sorte, y compris relevant des neurosciences ou de la génétique, mais de considérer leur pluriel dans un système où se combinent l'inné et l'acquis. Le problème, c'est que, en abandonnant la question du « milieu » — terme préférable à celui d'« environnement » qui est trop externalisant, d'où l'importance d'une « mésologie » sociale —, les géographes ont, au cours des années 1970, confié les clefs du camion épistémologique et scientifique aux naturalistes, aux écologues et donc, de fil en aiguille, aux écologistes. Or ceux-ci, bien souvent, ont de médiocres compétences en écologie scientifique et sont généralement guidés par une idéologie qui entrave le jugement, et qui s'exprime notamment par l'outrance et le catastrophisme.

Le chroniqueur du Monde qui écrit sur la sécheresse en Syrie, rejoint même, sans qu'il en soit a priori conscient, le fondement du pastafarisme puisqu'il évoque la piraterie à la fin de son propos. S'appuyant sur la publication de deux universitaires bâlois dans le Journal of Development Economics, il signale en effet que « selon leurs calculs, lorsque la quantité de plancton baisse de 10 %, le nombre d'actes de piraterie augmente d'autant », à l'échelle mondiale de surcroît. Les pêcheurs voyant leur ressource halieutique diminuer à cause de la réduction du plancton se tourneraient donc vers la piraterie...

Bon sang, mais c'est bien sûr ! Aux oubliettes la dynamique des sociétés littorales, les Triades chinoises dans le détroit de Malacca, les Somaliens déchirés par la guerre civile, la lutte des classes entre navires de riches et barcasses de pauvres, la lutte impérialiste des forces navales qui cherchent à contrôler les détroits... Foin de tout cela !

Avec un peu d'attention, on ne manque pas de trouver d'autres exemples de la dérive pastafariste en géopolitique. On constate aussi des formes d'occultation. Ainsi la présence militaire française au Sahel se fait officiellement au nom de la « défense des droits de l'homme » et de la lutte « contre le terrorisme », mais personne, ou presque, ne mentionne la protection dans la région des mines d'uranium gérées par Areva, et nécessaires pour alimenter le puissant parc électro-nucléaire français.

Trois pays au moins sont concernés. Le Mali : pas seulement les mines qui se situent à Falea vers la frontière guinéenne ou à Konna (au sud de Tombouctou), mais aussi à Kidal et à Samit qui se trouvent au nord-est de Gao. Or cette région est fréquentée, certes, par Aqmi (Al-Qaida au Maghreb Islamique), mais elle est surtout revendiquée par le MNLA, Mouvement national pour la libération de l'Azawad, organisation politico-militaire majoritairement touarègue qui rejette... l'islamisme. Le Niger : pays qui est le troisième producteur mondial d'uranium (région de Tim Mersoï, villes d'Arlit et d'Agadez, projet d'Imouraren...). Le Centre-Afrique : mine de Bakouma, permis d'exploration accordée à Areva, région du Bangassou.

L'attaque revendiquée par les djihadistes du Mujao contre une mine d'uranium d'Areva au Niger en mai 2013 n'a guère été évoquée par les médias français. L'une des rares cartes localisant précisément les mines d'uranium contrôlées par Areva au Sahel est dû à un chercheur... helvétique.

Philippe Pelletier, université Lyon 2, 15 février 2017.

Notes

[1] Foucart Stéphane (2015) « Climat d'insécurité ». Le Monde, 24 novembre.